

N° 4753<sup>2</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2001-2002

---

---

**PROJET DE LOI****portant création du Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe**

\* \* \*

**AVIS DU CONSEIL D'ETAT**

(27.11.2001)

Par dépêche du 23 février 2001, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis au Conseil d'Etat une demande d'avis sur un projet de loi portant création du Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe.

Le projet de loi, élaboré par la ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, était accompagné d'un exposé des motifs et d'un commentaire des articles.

Le Conseil d'Etat a pris connaissance de l'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics du 15 juin 2001.

Comme les dispositions du présent projet de loi sont susceptibles de grever le budget, le Conseil d'Etat se doit de renvoyer à l'article 79 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat, qui dispose que de tels projets de loi sont obligatoirement accompagnés d'une fiche financière, avisée par le ministre du Budget. Dès lors une telle fiche financière sera à produire avant le vote de la loi à la Chambre des députés.

\*

**CONSIDERATIONS GENERALES**

Même si au moment de l'introduction de l'euro comme monnaie unique l'Europe devient une réalité plus palpable pour la plupart des gens, il n'est cependant pas aisé pour les citoyens européens, et surtout pas pour les jeunes, de bien comprendre les processus historiques et institutionnels de la construction européenne. Cela vaut également à l'avenir notamment pour le processus d'élargissement qui va singulièrement compliquer les procédures décisionnelles actuellement en vigueur.

Pour réussir l'unification de l'Europe, il est nécessaire d'obtenir l'adhésion des populations. Cela exige un grand effort d'explication et d'information de la part des autorités européennes et nationales. Et cela ne peut pas se faire n'importe comment. Dans l'exposé des motifs du présent projet de loi, les auteurs rappellent que le Centre d'Etudes et de Recherches européennes Robert Schuman avait, en 1995, dans une étude analysant les problèmes auxquels était confrontée une personne désireuse d'en apprendre davantage sur la construction européenne, dégagé parmi les problèmes les plus importants: la complexité de la matière, le manque de transparence des processus décisionnels, l'éparpillement des sources de documentation, la difficulté d'accès aux sources et, à cette époque, la limitation de la documentation au support écrit. Cette étude permettait de définir une approche, des objectifs et des méthodes pour rassembler, interpréter et diffuser l'information sur l'Europe.

Au niveau des instances de l'Union européenne, un système multimédia et interactif, *European Navigator*, a été développé pour servir d'outil de travail pour l'information concernant la construction européenne. Pour tous les détails concernant le développement, les caractéristiques et les objectifs de ce système, le Conseil d'Etat renvoie à la description minutieuse de l'exposé des motifs.

Ce système d'*European Navigator* constitue le point de départ du Centre créé par le présent projet de loi. Mais il aurait été aberrant de développer une information devant répondre aux problèmes énumérés plus haut par le recours classique au support écrit. Le recours aux nouvelles technologies de l'information était donc indispensable. Voilà pourquoi il faut considérer parallèlement à l'action

d'*European Navigator* les efforts lancés en faveur de l'initiative *eEurope* en décembre 1999. Le Conseil européen de Feira du 19 et du 20 juin 2000 „a approuvé un plan global d'action *eEurope* 2002 en demandant aux institutions, aux Etats membres et à tous les autres acteurs d'en assurer la mise en œuvre intégrale en temps voulu pour 2002 et de préparer des perspectives à plus long terme pour une économie fondée sur la connaissance, qui favorise l'intégration par les technologies de l'information et comble la fracture numérique“.

Les objectifs de cette initiative *eEurope* sont „– d'assurer une plus grande facilité d'accès à Internet, – de doter chaque citoyen de compétences nécessaires pour vivre et travailler dans la nouvelle société de l'information, – de stimuler l'individu à utiliser Internet pour la création de contenus numériques de haute qualité“.

C'est pour allier à la fois les objectifs d'*European Navigator* et de l'initiative *eEurope* que le Gouvernement a déposé le présent projet de loi concernant un *Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe*. Les objectifs de ce Centre sont de développer les facultés nécessaires à comprendre l'information sur l'Europe, à l'analyser et à l'interpréter. Et pour cela le Centre devra fournir les outils nécessaires pour promouvoir la formation tout au long de la vie. Il devra permettre d'explorer à fond toutes les facettes d'une Europe en construction et de rapprocher l'Europe de ses citoyens. D'un autre côté, il devra faire valoir le rôle du Luxembourg dans cette construction de l'Europe.

Le Gouvernement a estimé que dans cette approche, „le rôle de l'Etat reste essentiel étant donné qu'il s'agit d'offrir aux citoyens un service public performant et en relation avec leurs besoins“. Voilà pourquoi il voulait donner à ce nouvel organisme des structures légales appropriées et il a estimé que la structure la plus adéquate était celle d'un établissement public.

Le Conseil d'Etat a déjà à plusieurs fois marqué ses réserves concernant le recours systématique à la structure de l'établissement public chaque fois qu'une tâche ayant le caractère d'un service public n'est pas assumée par un service étatique existant. C'est pourquoi, dans le cas de ce Centre, il se demande si effectivement pour un organisme qui doit surtout se baser sur la collecte, l'interprétation et la diffusion de données historiques, le recours à la structure de l'établissement public est vraiment indispensable. En effet, des centres de documentation à vocation analogue existent aussi bien au niveau européen qu'au niveau régional et au niveau national. On aurait très bien pu s'imaginer que cette mission aurait été soit intégrée dans un organisme existant déjà soit reprise par un centre de recherche public.

Cependant, comme le Gouvernement estime que la structure de l'établissement public est le seul cadre juridique garantissant la stabilité et la viabilité du système à long terme, le Conseil d'Etat, sans vouloir se rallier aux vues du Gouvernement, n'entend pas s'opposer à la création d'un nouvel établissement public. Il renvoie cependant à ses différentes observations exprimées dans des avis antérieurs, et notamment dans celui concernant le projet de loi portant création d'un établissement public nommé „Centre Culturel de Rencontre Abbaye de Neumunster“, dans lesquels il demande de veiller à prévoir pour tous les autres établissements publics les mêmes dispositions et les mêmes structures. A l'occasion de l'examen du texte, il reviendra sur plusieurs de ces aspects.

\*

## EXAMEN DU TEXTE

### *Intitulé*

Le Conseil d'Etat se demande si le terme „virtuel“ employé comme qualificatif du nouveau Centre est bien choisi. En effet, il estime qu'il peut prêter à confusion en ce sens que si le nouvel organisme peut utiliser des voies de transmission virtuelles des informations, le Centre constitué en lui-même sous la forme d'un établissement public disposant de la personnalité juridique et jouissant de l'autonomie scientifique, financière et administrative n'a rien de virtuel. Il propose par conséquent de supprimer le mot „virtuel“ et de le remplacer par le terme „multimédia“. L'intitulé se lirait par conséquent de la façon suivante:

*„Projet de loi portant création du Centre multimédia de la connaissance sur l'Europe.“*

### *Article 1er*

Le Gouvernement a fixé le siège du Centre à Sanem, sans indiquer s'il s'agit de la Commune ou de la localité de Sanem, tout en laissant la possibilité de choisir une autre localité au moyen d'un règlement

grand-ducal. Le Conseil d'Etat estime cependant que le terme de „changer le siège“ est inadéquat et propose de formuler la deuxième phrase du 3e alinéa de la façon suivante:

„Il peut être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par règlement grand-ducal.“

#### Article 2

Le Conseil d'Etat propose de numéroté les missions du Centre de a) à h) afin que ces points puissent être identifiés avec plus de facilité. Il en est de même aux articles 7 et 9.

#### Article 3

Sans observation.

#### Article 4

Le Conseil d'Etat constate qu'il n'y a aucune indication sur la provenance des neuf membres, sauf qu'il doit y avoir au moins un représentant du ministre des Affaires étrangères, ce qui ne veut pas dire qu'il provienne obligatoirement du cadre du ministère. Le Conseil d'Etat aurait préféré qu'il y eût également une indication d'où proviennent les huit autres membres.

Par ailleurs, le président est choisi en raison de sa „compétence professionnelle“. Est-ce qu'il s'agit de compétences dans le domaine des médias ou dans le domaine de la construction européenne, ou encore dans le domaine du management, ou faut-il les combiner toutes? Supposant qu'on n'envisage pas de nommer une personne incompétente, le Conseil d'Etat demande de supprimer cette phrase. D'autre part, il n'est pas spécifié si le président est choisi au sein du conseil d'administration.

L'alinéa 8 prévoit la possibilité de révoquer le conseil d'administration. Tout en constatant que cette disposition met en cause l'autonomie dont doit jouir un établissement public, le Conseil d'Etat ne s'oppose pas à cette disposition qui ne devra jouer que dans un cas grave tout à fait exceptionnel. Il propose cependant de formuler l'alinéa de la façon suivante:

„Le conseil d'administration peut à tout moment être révoqué par le Grand-Duc. Toutefois un membre peut être révoqué avant l'expiration de son mandat sur proposition du Gouvernement en conseil, le conseil d'administration entendu en son avis.“

A l'alinéa 1er et à l'alinéa 3 est employée l'expression „le Gouvernement réuni en conseil“ alors que par exemple à l'article 13, l'expression „le Gouvernement en conseil“ est utilisée. Le Conseil d'Etat suggère d'employer uniformément cette dernière expression, et de l'employer également au dernier alinéa du présent article qui a trait à la fixation des indemnités et jetons de présence „par le Gouvernement“.

#### Article 5

A la troisième et à la quatrième phrases est introduite la notion de membres „représentés“. Or, cette possibilité n'est pas prévue dans le projet de loi. Le Conseil d'Etat estime qu'une telle disposition ne peut pas être laissée à un règlement d'ordre intérieur et suggère donc de la supprimer et de remplacer les 3e, 4e et 5e phrases du premier alinéa de la façon suivante:

„Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer que si la majorité de ses membres est présente et il décide à la majorité simple des voix des membres présents. En cas d'égalité des voix, le vote de celui qui assure la présidence est prépondérant.“

#### Article 6

L'article 6 règle les compétences du conseil d'administration. Il dispose que celui-ci prend toutes les décisions en relation avec la gestion du Centre et énumère par après les points pour lesquels il doit requérir l'approbation du ministre de tutelle, tout en restant muet sur les domaines qui relèvent de la compétence exclusive du conseil d'administration. Or lors de l'examen du projet de loi organisant le „Centre national sportif et culturel“ et de celui portant création du „Centre Culturel de Rencontre Abbaye de Neumunster“, le Conseil d'Etat avait proposé un texte qui „reflétait un juste équilibre entre le souci d'assurer une réelle autonomie à l'établissement public projeté et la préoccupation non moins légitime de mettre l'Etat en mesure d'exercer effectivement son pouvoir de contrôle et de tutelle“. Voilà

pourquoi il aimerait reprendre le texte en entier, de sorte que l'article 6 aurait la teneur suivante qui éliminerait en même temps la formulation peu claire de „personnel dirigeant“:

**„Art. 6.–** Le conseil d'administration décide notamment sur les points suivants, sous réserve de l'approbation du ministre de tutelle pour les points sous (1):

(1)

- le budget d'investissement et d'exploitation ainsi que les comptes de fin d'exercice,
- l'engagement et le licenciement du directeur prévu à l'article 8,
- l'organigramme, la grille des emplois et leur classification ainsi que les conditions et modalités de rémunération et le volume des tâches du personnel,
- les acquisitions, aliénations et échanges d'immeubles et leur affectation, les travaux de construction, de démolition et de grosses réparations ainsi que les contrats de bail,
- les emprunts à contracter,
- l'acceptation et le refus de dons et legs;

(2)

- les orientations générales quant aux utilisations et activités du Centre,
- le rapport général d'activités,
- les actions judiciaires à intenter et les transactions à conclure,
- les conventions à conclure,
- l'engagement du personnel du Centre, à l'exception du directeur.

Les actions judiciaires sont intentées et défendues au nom du Centre, poursuite et diligence du président du conseil d'administration.“

#### *Article 7*

Sans observation.

#### *Article 8*

L'article 8 prévoit que le personnel se compose de personnes engagées sous contrat de droit privé, d'une part, et, d'autre part, de fonctionnaires ou employés de l'Etat détachés au Centre. Pour ces derniers, le projet de loi prévoit des modalités à déterminer par règlement grand-ducal. Or le Conseil d'Etat est d'avis que ce règlement est superflu, car les détachements de fonctionnaires et d'employés de l'Etat sont réglés par l'article 7 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat, lequel dispose qu'il est possible, „dans l'intérêt du bon fonctionnement des services et sans préjudice de l'affectation du fonctionnaire, (de) procéder à des détachements“, terme qui désigne „l'assignation au fonctionnaire d'un autre emploi correspondant à sa carrière et à son grade dans une autre administration ou auprès d'une organisation internationale, le fonctionnaire restant intégré dans le cadre de son administration“.

L'article 8 aurait par conséquent la teneur suivante:

**„Art. 8.–** Le personnel est lié au Centre par un contrat de louage de services de droit privé. Des fonctionnaires ou employés de l'Etat peuvent être détachés au Centre en vue d'y effectuer des tâches relevant de la compétence du Centre pour une durée déterminée, à temps plein ou à temps partiel, en application de l'article 7 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat.

Le conseil d'administration peut nommer un directeur dont il définira les attributions administratives et financières.“

#### *Articles 9 à 11*

Sans observation.

#### *Article 12*

Le Conseil d'Etat s'oppose à ce que les travaux, fournitures et services pour compte du Centre ne soient pas soumis au droit commun régissant les marchés publics, ce d'autant plus qu'une initiative

législative (*doc. parl. 4635*) vise actuellement à faire rentrer les établissements publics sous son champ d'application. Cet article est dès lors à supprimer et les articles suivants sont à renuméroter en conséquence.

*Article 13 (12 selon le Conseil d'Etat)*

Il y a lieu d'ajouter un 5e alinéa libellé de la façon suivante:

„La décharge du conseil d'administration est donnée par le Gouvernement en conseil et elle est acquise de plein droit si ce dernier n'a pas pris de décision dans le délai de deux mois à partir de la date de dépôt visée à l'alinéa précédent.“

D'autre part, pour assurer le parallélisme avec d'autres établissements publics, le Conseil d'Etat demande d'ajouter un 6e alinéa contenant la disposition suivante:

„Le Centre est soumis au contrôle de la Cour des comptes quant à l'emploi conforme des concours financiers publics qui lui sont affectés.“

*Article 14 (13 selon le Conseil d'Etat)*

Cet article contient les dispositions fiscales normalement applicables à un établissement public et sur lesquelles le Conseil d'Etat n'a pas d'observation à présenter quant au fond.

Cependant la formulation aux alinéas 2 et 4 concernant l'insertion du Centre dans les articles 112 et 150 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ne peut être acceptée, puisqu'il faut se limiter à l'établissement formant l'objet du présent projet de loi.

Par conséquent, il y a lieu de remplacer:

- a) la dernière phrase de l'alinéa 2 par les termes: A cet effet, l'article 150 de la loi précitée est complété par l'ajout des termes „le Centre multimédia de la connaissance sur l'Europe“ et
- b) la dernière phrase de l'alinéa 4 par les termes: A cet effet, l'article 112, alinéa 1er, numéro 1 de la loi précitée est complété par l'ajout des termes „au Centre multimédia de la connaissance sur l'Europe“.

*Article 15 (14 selon le Conseil d'Etat)*

Pour le cas où le projet de loi serait encore voté au cours de l'exercice 2001, cet article permet au Centre de fonctionner à partir de sa mise en place jusqu'à la fin de l'année budgétaire. Il y a cependant lieu de modifier comme suit le libellé de l'article nouveau 03.5.33.014:

„Dotation au Centre multimédia de la connaissance sur l'Europe.“

Au cas où le vote ne pourrait plus intervenir pendant l'exercice 2001, l'article serait à supprimer.

Sous le bénéfice de ces observations, le Conseil d'Etat peut marquer son accord avec le présent projet de loi.

Suit le texte tel que proposé par le Conseil d'Etat et qui tient compte de quelques modifications purement rédactionnelles supplémentaires.

\*

## PROJET DE LOI

### portant création du Centre multimédia de la connaissance sur l'Europe

**Art. 1er.**– Il est créé un établissement public sous la dénomination de „Centre multimédia de la connaissance sur l'Europe“, ci-après dénommé le „Centre“.

L'établissement dispose de la personnalité juridique et jouit de l'autonomie scientifique, financière et administrative, sous la tutelle du ministre ayant dans ses attributions la Culture, l'Enseignement supérieur et la Recherche.

Le siège de l'établissement est fixé à Sanem. Il peut être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par règlement grand-ducal.

**Art. 2.**– Le Centre a pour mission

- a) de rechercher, de créer et de sélectionner une documentation multimédia pertinente sur des sujets d'intérêt général et plus particulièrement sur la construction européenne dans son sens le plus large, y

compris sur des événements internationaux et sur l'évolution politique, économique et sociale des Etats membres de l'Union européenne en vue de la mettre à la disposition d'un large public;

- b) d'assurer le traitement et la gestion des informations;
- c) de créer et d'entretenir des outils de travail, de communication et d'information adaptés;
- d) d'assurer la diffusion des informations sur base des nouvelles technologies d'information et de communication tout en n'excluant pas d'autres formes de diffusion;
- e) de promouvoir et de participer à la mise en œuvre d'une méthodologie appropriée en rapport avec les sujets étudiés et les technologies utilisées;
- f) de gérer et d'exploiter les banques de données, les outils et les réseaux créés dans le cadre de ses attributions;
- g) de faciliter un accès non discriminatoire aux informations;
- h) de créer et d'entretenir des réseaux de coopération européens et internationaux en relation avec les matières visées par le présent article.

**Art. 3.**— En vue de l'exécution de sa mission, le Centre est autorisé à conclure des conventions avec l'Etat ainsi qu'avec des personnes physiques ou morales, à s'associer à des partenaires des secteurs public ou privé, personnes physiques ou morales.

**Art. 4.**— Le Centre est administré par un conseil d'administration composé de neuf membres, dont un représentant au moins du ministre des Affaires étrangères, nommés par le Grand-Duc sur proposition du Gouvernement en conseil.

Ne peuvent devenir membre du conseil d'administration le ou les fonctionnaires qui, en vertu de leurs fonctions, sont appelés à surveiller ou à contrôler l'établissement ou qui, en vertu des pouvoirs leur délégués, approuvent des actes administratifs de l'établissement ou signent des ordonnances de paiement ou toute autre pièce administrative entraînant une dépense de l'Etat en faveur de l'établissement.

Le président du conseil d'administration est désigné parmi les membres du conseil d'administration par le Gouvernement en conseil sur proposition du ministre de tutelle.

Le ministre de tutelle désigne un commissaire du Gouvernement qui assiste avec voix consultative aux séances du conseil d'administration. Le commissaire du Gouvernement jouit, par ailleurs, d'un droit d'information et de contrôle sur l'activité du Centre ainsi que sur sa gestion administrative et financière.

Il peut suspendre les décisions du conseil d'administration lorsqu'il estime qu'elles sont contraires aux lois, aux règlements ou aux statuts. Dans ce cas, il appartient au ministre de tutelle de décider dans un délai de deux mois à partir de la saisine par le commissaire du Gouvernement.

Le conseil peut choisir un secrétaire administratif hors de son sein.

Les membres du conseil sont nommés pour une durée de cinq ans renouvelable à son terme.

Le conseil d'administration peut à tout moment être révoqué par le Grand-Duc. Toutefois un membre peut être révoqué avant l'expiration de son mandat sur proposition du Gouvernement en conseil, le conseil d'administration entendu en son avis.

En cas de démission, de décès ou de révocation avant terme du mandat d'un membre du conseil, il est pourvu à son remplacement dans le délai de deux mois à partir de la vacance de poste par la nomination d'un nouveau membre qui achève le mandat de celui qu'il remplace.

Le conseil d'administration a faculté de recourir à l'avis d'experts s'il le juge nécessaire. Les experts peuvent assister avec voix consultative aux réunions du conseil d'administration, si celui-ci le demande.

Les indemnités et jetons de présence des membres et participants aux réunions du conseil d'administration sont fixés par le Gouvernement en conseil et sont à charge du Centre.

**Art. 5.**— Le conseil d'administration se réunit sur convocation de son président aussi souvent que les intérêts du Centre l'exigent. Il doit être convoqué au moins deux fois par an ou lorsqu'au moins la moitié de ses membres le demande. Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer que si la majorité de ses membres est présente et il décide à la majorité simple des voix des membres présents. En cas d'égalité des voix, le vote de celui qui assure la présidence est prépondérant.



Le fonctionnement du conseil d'administration est réglé dans le règlement d'ordre intérieur du Centre. Ce règlement est soumis à l'approbation du ministre de tutelle.

**Art. 6.**– Le conseil d'administration décide notamment sur les points suivants, sous réserve de l'approbation du ministre de tutelle pour les points sous (1):

(1)

- le budget d'investissement et d'exploitation ainsi que les comptes de fin d'exercice,
- l'engagement et le licenciement du directeur prévu à l'article 8,
- l'organigramme, la grille des emplois et leur classification ainsi que les conditions et modalités de rémunération et le volume des tâches du personnel,
- les acquisitions, aliénations et échanges d'immeubles et leur affectation, les travaux de construction, de démolition et de grosses réparations ainsi que les contrats de bail,
- les emprunts à contracter,
- l'acceptation et le refus de dons et de legs;

(2)

- les orientations générales quant aux utilisations et activités du Centre,
- le rapport général d'activités,
- les actions judiciaires à intenter et les transactions à conclure,
- les conventions à conclure,
- l'engagement du personnel du Centre, à l'exception du directeur.

Les actions judiciaires sont intentées et défendues au nom du Centre, poursuite et diligence du président du conseil d'administration.

**Art. 7.**– Le conseil d'administration est assisté d'un comité d'experts composé de neuf membres, choisis parmi les personnalités des milieux scientifiques et d'autres milieux concernés par les activités du Centre.

Le comité d'experts a pour mission:

- a) de contribuer à garantir la qualité scientifique et l'avancement des travaux du Centre;
- b) de donner son avis sur toutes les questions relevant du domaine de compétence du Centre que le conseil d'administration lui soumettra.

Les membres du comité d'experts sont nommés par le conseil d'administration pour une durée de cinq ans renouvelable à son terme.

Le fonctionnement du comité d'experts est réglé par le règlement d'ordre intérieur du Centre.

**Art. 8.**– Le personnel est lié au Centre par un contrat de louage de services de droit privé. Des fonctionnaires ou employés de l'Etat peuvent être détachés au Centre en vue d'y effectuer des tâches relevant de la compétence du Centre pour une durée déterminée, à temps plein ou à temps partiel, en application de l'article 7 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat.

Le conseil d'administration peut nommer un directeur dont il définira les attributions administratives et financières.

**Art. 9.**– Le Centre peut disposer notamment des ressources suivantes:

- a) des allocations provenant du budget des recettes et des dépenses de l'Etat et dont le montant sera fixé chaque année par la loi budgétaire,
- b) des recettes pour prestations et services offerts,
- c) des dons et legs, en espèces ou en nature,
- d) des revenus issus de la gestion du Centre et de la valorisation de son patrimoine,
- e) des revenus provenant d'une cession de droits de propriété ou d'une attribution de licence.

Le conseil d'administration arrête annuellement le budget du Centre et le soumet pour avis au ministre de tutelle avant le 1er avril de l'année précédant l'exercice en question; ce dernier en saisit le Gouvernement en conseil pour approbation.

**Art. 10.**– Des locaux, des installations et des équipements, appartenant à l'Etat ou loués par l'Etat, peuvent être mis à la disposition du Centre.

**Art. 11.**– Les comptes du Centre sont tenus suivant les règles de la comptabilité commerciale. L'exercice financier coïncide avec l'année civile.

**Art. 12.**– Un réviseur d'entreprises, désigné par le Gouvernement en conseil, est chargé de contrôler les comptes du Centre ainsi que la régularité des opérations effectuées et des écritures comptables.

Le réviseur d'entreprises doit remplir les conditions requises par la loi du 28 juin 1984 portant organisation de la profession de réviseur d'entreprises. Son mandat a une durée de trois ans et il est renouvelable. Sa rémunération est à charge du Centre. Il remet son rapport au conseil d'administration pour le 15 mars. Il peut être chargé par le conseil d'administration de procéder à des vérifications spécifiques.

Le conseil d'administration approuve ensuite les comptes de fin d'exercice et décide de l'affectation de l'excédent de recettes éventuel.

Pour le 1er mai au plus tard, le conseil d'administration présente au ministre de tutelle les comptes de fin d'exercice accompagnés d'un rapport circonstancié sur la situation et le fonctionnement du Centre, ainsi que du rapport du réviseur d'entreprises.

La décharge du conseil d'administration est donnée par le Gouvernement en conseil et elle est acquise de plein droit si ce dernier n'a pas pris de décision dans le délai de deux mois à partir de la date de dépôt visée à l'alinéa précédent.

Le Centre est soumis au contrôle de la Cour des comptes quant à l'emploi conforme des concours financiers publics qui lui sont affectés.

**Art. 13.**– Le Centre est affranchi de tous impôts et taxes au profit de l'Etat et des communes, à l'exception des taxes rémunératoires, de la taxe sur la valeur ajoutée et sous réserve qu'en matière d'impôt sur le revenu des collectivités et de l'impôt commercial, le Centre reste passible de l'impôt dans la mesure où il exerce une activité à caractère industriel et commercial.

Le Centre peut demander la restitution de la retenue d'impôts sur le revenu des capitaux prévue à l'article 150 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu. A cet effet, l'article 150 de la loi précitée est complété par l'ajout des termes „le Centre multimédia de la connaissance sur l'Europe“.

Les actes passés au nom et en faveur du Centre sont exempts des droits de timbre, d'enregistrement, d'hypothèque et de succession.

Les dons en espèces faits au Centre sont déductibles comme dépenses spéciales conformément à l'article 109 de la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu. A cet effet, l'article 112, alinéa 1er, numéro 1 de la loi précitée est complété par l'ajout des termes „au Centre multimédia de la connaissance sur l'Europe“.

[**Art. 14.**– La loi du 22 décembre 2000 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2001 est modifiée par l'ajout d'un crédit non limitatif de 100.000 euros inscrit à l'article nouveau 03.5.33.014 libellé „Dotation au Centre multimédia de la connaissance sur l'Europe“.]

Ainsi délibéré en séance plénière, le 27 novembre 2001.

*Le Secrétaire général,*  
Marc BESCH

*Le Président,*  
Marcel SAUBER